

ACTION URGENTE

UN LANCEUR D'ALERTE DETENU POUR DES MOTIFS FALLACIEUX

Alexandre Eïvazov, un ancien greffier, est injustement détenu pour entrave au travail de la justice après avoir révélé des irrégularités au sein du système judiciaire. Sa santé est menacée et il doit être libéré immédiatement.

Alexandre Eïvazov, âgé de 22 ans, a commencé à travailler comme greffier en octobre 2016, au tribunal du district d'Octobre à Saint-Pétersbourg, en espérant devenir juge un jour. Il a été choqué par les violations de la déontologie judiciaire et des droits du travail auxquelles il a assisté dans le tribunal, telles que des greffiers sommés de falsifier des comptes rendus d'audience et des juges bafouant le principe d'indépendance de la justice en ne procédant pas à leurs délibérations en secret. Alexandre Eïvazov a adressé plusieurs dizaines de plaintes aux présidents des juridictions supérieures, à l'organe de déontologie du pouvoir judiciaire, au Service fédéral de sécurité (FSB) et au Comité d'enquête. Ne recevant aucune réponse, il a publié ses critiques sur des réseaux sociaux et envoyé des informations à des journalistes. Il a démissionné en décembre 2016. Le mois suivant, le vice-président du tribunal du district d'Octobre lui a rendu visite à son domicile accompagné de policiers et lui a demandé de signer un compte rendu d'audience antidaté préparé par un autre greffier, ce qu'il a refusé de faire. Peu de temps après, le président du tribunal a demandé au Comité d'enquête de lancer des poursuites contre lui pour entrave au travail du tribunal, en l'accusant de ne pas avoir préparé et signé des comptes rendus d'audience. Alexandre Eïvazov a été arrêté le 22 août à Sochi, dans le sud-ouest de la Russie, et se trouve actuellement en détention provisoire à Saint-Pétersbourg. Il souffre d'asthme depuis son enfance et ne reçoit pas les médicaments dont il a besoin, ni les soins nécessaires par son état. Les mauvaises conditions de détention et surtout les conditions de transport entre le tribunal et le centre de détention ont aggravé son état.

Alexandre Eïvazov est un prisonnier d'opinion, qui est poursuivi uniquement pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression et qui doit être libéré immédiatement.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en russe, en anglais ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités à libérer immédiatement et sans condition Alexandre Eïvazov, car il s'agit d'un prisonnier d'opinion qui n'a fait qu'exercer pacifiquement son droit à la liberté d'expression ;
- dans l'attente de sa libération, demandez-leur de l'autoriser à recevoir tous les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin, notamment les médicaments nécessaires pour traiter son asthme.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 14 NOVEMBRE 2017 À :

Procureur de Saint-Pétersbourg
Sergeï Litvinenko
Saint Petersburg Prosecutor's Office
Ul. Pochtamtskaya 2/9
190000 Saint Petersburg, Russie
Fax : + 7 812 315 4853 / 318 2649
Courriel : via son site Internet
<http://procspb.ru/reception>
Formule d'appel : Dear Prosecutor, /
Monsieur le Procureur,

Directeur du centre de détention provisoire n° 1
Head
Pre-trial Detention Centre No.1
Arsenalnaya nab. d. 7
195009, Saint Petersburg
Russie
Fax : +7 812 294 59 49
Courriel : kresty-sizo@mail.ru
Formule d'appel : Dear Head, /
Monsieur,

Copies à :
Directeur du Service fédéral d'application des peines pour la région de Saint-Pétersbourg
Head of Federal Penitentiary Service of St Petersburg and Leningrad Region
Igor Potapenko
Arsenalnaya nab. d. 7
195009 Saint Petersburg, Russie
Fax : +7 812 272 8331
Courriel : ufsin.spb@78.fsin.su

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Russie dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN LANCEUR D'ALERTE DETENU POUR DES MOTIFS FALLACIEUX

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les défaillances du système judiciaire en Russie sont bien connues. Selon un sondage effectué en 2016 par l'organisation de recherches sociales Levada-Centre, de toutes les institutions publiques en Russie, la justice est celle qui recueille le plus bas niveau de confiance, derrière le président, l'Église orthodoxe, l'appareil sécuritaire, l'armée, le gouvernement et le Parlement.

En 2014, la rapporteuse spéciale des Nations unies sur l'indépendance des juges et des avocats s'est dite « profondément préoccupée par les allégations de menaces directes et indirectes, d'influence induite, d'ingérences et de pressions subies par l'appareil judiciaire » et a noté que ces agissements faisaient « peser de lourdes menaces sur [...] le respect de l'état de droit dans la Fédération de Russie ».

Nom : Alexandre Eivazov
Homme

AU 228/17, EUR 46/7200/2017, 3 octobre 2017